

Unité départementale de la Marne
10, rue Clément Ader
BP n° 177
51685 REIMS Cedex 02

Reims, le 10/05/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



IMERYS CERAMICS FRANCE

Le Châtelet
51120 NESLE LA REPOSTE

Références : SM1 D1c 2022 369

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/04/2022 dans l'établissement IMERYS CERAMICS FRANCE implanté Le Châtelet 51120 NESLE LA REPOSTE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

En partenariat avec les inspecteurs de l'UD77, Nadine CHAMBOREDON (chef du pôle carrière, inspectrice de l'environnement, DRIEAT-UD77) et Florent TESSIER (adjoint, inspecteur de l'environnement, DRIEAT-UD77), l'inspection de l'UD51 a mené un contrôle relatif au rejet des eaux de la carrière et au plan de gestion des déchets d'extraction.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- IMERYS CERAMICS FRANCE
- Le Châtelet 51120 NESLE LA REPOSTE
- Code AIOT dans GUN : 0005702524
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société IMERYS CERAMICS France exploite une carrière d'argiles (45 000 t/an au plus) et de calcaire (5 000 t/an au plus) sur les communes de Nesle-la-Repose (51) et Louan-Villegruis-Fontaine (77).

Cette carrière est autorisée par l'arrêté préfectoral 2002-03-CARRIERE du 20 mars 2002 complété par :

- l'arrêté interpréfectoral DDT51-2016-AIPC-013-CARR du 8 juillet 2016 autorsiant l'extension de la carrière sur le territoire des communes de Nesle-la-Repose (51) et Louan-Villegruis-Fontaine (77) ;

- l'arrêté interpréfectoral 2021-09/DCSE/BPE/M du 13 août 2021 autorisant l'extension de la carrière sur le territoire des communes de Nesle-la-Reposte (51) et Louan-Villegruis-Fontaine (77) sans prolongation de durée ;

L'extraction d'argile nécessite un rabattement de nappe. Les eaux de ruissellements et les eaux d'exhaure doivent être pompées séparément. Ces eaux décantées alimentent un fossé puis le rû "l'Aubetin".

L'autorisation d'exploiter est échue le 8 juillet 2026.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Risque chronique : rejet des eaux de ruissellement et d'exhaure
- Déchets : plan de gestion des déchets d'extraction.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Gestion et suivi des zones de stockage – suivi déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Lettre de suite préfectorale
Gestion et suivi des zones de stockage – Localisation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Lettre de suite préfectorale
Eaux de ruissellement	AP Complémentaire du 13/08/2021, article 2.1.1	/	Lettre de suite préfectorale
Rejet des eaux d'exhaure	AP Complémentaire du 13/08/2021, article 2.2.4	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I	/	Sans objet
Gestion et suivi des zones de stockage – aménagement et entretien	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
Plan de gestion des déchets – nature et quantité	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
Plan de gestion des déchets – lieu d'implantation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
Plan de gestion des déchets – traitement des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
Plan de gestion des déchets – mesures de prévention	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
Plan de gestion des déchets – surveillance	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Plan de gestion des déchets – remise en état	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
Rejets d'eaux dans le milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 20/03/2002, article 26	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a relevé que la gestion des eaux (ruissellement et exhaures) n'était pas finalisée et que cette situation était de nature à contribuer à la turbidité du milieu.

S'agissant du plan de gestion des déchets d'extraction, celui-ci doit être complété sous un mois par :

- un registre des volumes de ces déchets d'extraction (terres arables, stériles, matériaux non commercialisables) ;

- un plan permettant de localiser et de quantifier les verses et les merlons des terres de découvertes.

S'agissant du réseau de rejet des eaux de ruissellement et d'exhaure, celui-ci n'est pas finalisé.

L'exploitant s'est engagé à faire le nécessaire sous un délai de trois.

Une lettre préfectorale de suite sera proposée en ce sens à Monsieur le Préfet de la Marne.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I
Thème(s) : Actions nationales 2022, Existence d'une installation de gestion de déchets inertes et TNP
Prescription contrôlée : Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes issus de l'exploitation de la carrière et des installations de traitement. On entend par zone de stockage : - lorsque les déchets d'extraction sont inertes un endroit choisi pour y déposer des déchets d'extraction solides ou liquides, en solution ou en suspension, pendant une période supérieure à trois ans, à la condition que cet endroit soit équipé d'une digue, d'une structure de retenue, de confinement ou de toute autre structure utile ; ces installations comprennent également les terrils, les verses et les bassins. Les déchets d'extraction inertes, lorsqu'ils sont replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux (pistes, voies de circulation, merlons...), ne sont pas visés par les dispositions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes du présent arrêté. On entend par déchets d'extraction les déchets provenant des industries extractives, tels que les résidus (c'est-à-dire les déchets solides ou boueux subsistant après le traitement des minéraux par divers procédés), les stériles et les morts-terrains (c'est-à-dire les roches déplacées pour atteindre le gisement de minerai ou de minéraux, y compris au stade de la préproduction) et la couche arable (c'est-à-dire la couche supérieure du sol). Ces déchets sont considérés comme des déchets d'extraction inertes, au sens du présent arrêté, s'ils satisfont aux critères fixés à l'annexe I du présent arrêté.
Constats : Deux verses constituant le dépôt le plus important de stériles sont situées sur le secteur marnais de la carrière sur le territoire de la commune de Nesle-la-Reposte (51). Il existe un dépôt en attente de reprise pour la remise état en partie centrale de la carrière. Ces stériles sont constitués de limons des plateaux, de marno-calcaire et de sables et grès marneux. Les merlons de terre végétale sont implantés en limite de la zone d'extraction.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Gestion et suivi des zones de stockage – aménagement et entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
Prescription contrôlée : Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution.
Constats : La majorité des terres de découvertes est éloignée des bords de fouille. Seul un merlon situé à l'aplomb d'un flanc de fouille en secteur seine-et-marnais poserait problème.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Gestion et suivi des zones de stockage – suivi déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
Prescription contrôlée : L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés.
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un registre des quantités et de la nature des déchets stocké mais il assure qu'un suivi est réalisé par topométrie relevée par drone. Un plan sur lequel sont portés la nature, la superficie et le volume des matériaux peut convenir.
Proposition de l'inspection des installations classées : Il conviendra que l'exploitant complète son plan de gestion par ce registre de suivi. Il est proposé à Monsieur le préfet de la Marne de demander à l'exploitant ces compléments sous un mois par lettre de suite préfectorale.
Observations :
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Gestion et suivi des zones de stockage – Localisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un plan permettant d'identifier les dépôts.
Proposition de l'inspection des installations classées : Il conviendra que l'exploitant complète son plan de gestion des déchets d'extraction en ce sens. L'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de demander à l'exploitant de transmettre ce plan sous un délai d'un mois.
Observations :
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets – nature et quantité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : - la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
Constats : La nature et la quantité des déchets figurent dans le PGD de 2022.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets – lieu d’implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;
Constats : La localisation des dépôts a été confirmée visuellement. Le PGD ne contient pas de plan précisant les lieux d'implantation. Un plan indiquant ces lieux d'implantation a été demandé.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets – traitement des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; -la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
Constats : Les déchets sont intégralement dédiés à la remise en état.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets – mesures de prévention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
Constats : Le PGD précise les mesures de réduction des impacts et de suivi cohérentes avec les prescriptions des arrêtés préfectoraux applicables. A noter que le site est à l'écart des zones habitées et peu visible.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets – surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
Constats : L'exploitant met en œuvre un plan de suivi des émissions de poussières.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets – remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
Constats : L'avancement de la remise en état est cohérente avec les prescriptions des arrêtés préfectoraux. Dans la partie sud, la fouille a été remblayée. Les remblais sont issus des matériaux de découvertes. Ce secteur a été reboisé.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Eaux de ruissellement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/08/2021, article 2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, eaux de ruissellement
Prescription contrôlée : ARTICLE 2.1.1 – Eaux de ruissellement L'article 15 de l'arrêté préfectoral n° 2002-03 CARRIERE du 20 mars 2002 susmentionné est modifié par les dispositions suivantes. Un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation est mis en place à la périphérie de cette zone. Un réseau de fossés collecte les eaux de ruissellement en amont du dépôt de stériles. Ces réseaux sont réalisés conformément au porter-à-connaissance du 02 février 2021 susmentionné ou sont adaptés en fonction des résultats du coefficient de perméabilité des terrains de la carrière pour les ouvrages d'infiltration des eaux de ruissellement. L'exploitant transmet à la DDT 77, pour validation, une présentation détaillée des ouvrages de gestion des eaux de ruissellement dimensionnés en fonction des résultats du coefficient de perméabilité des sols. Conformément aux recommandations du bureau d'études Mecater, l'exploitant doit : <ul style="list-style-type: none">• étanchéifier les ouvrages de gestion des eaux (bassins et canal) aménagés en amont des talus et assurer une pente minimale de 2 % pour réduire les infiltrations.• réaliser une canalisation étanche pour le rejet des eaux de pompage au Nord de l'exploitation.
Constats : Le réseau de dérivation et de collecte des eaux de ruissellement n'est pas finalisé. Les bassins de collecte des eaux de ruissellement situés dans le département de la Marne sont en cours d'aménagement.
Proposition de l'inspection des installations classées : En cohérence avec les services de l'inspection de la DRIEAT-UD7, il est proposé à monsieur le préfet de la Marne de demander à l'exploitant de finaliser les aménagements du réseau de dérivation et de collecte des eaux de ruissellement sous un délai de 3 mois. L'exploitant devra transmettre un échéancier des travaux sous quinze jours.
Observations :
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Rejet des eaux d'exhaure

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/08/2021, article 2.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, rejet des eaux d'exhaure
Prescription contrôlée : ARTICLE 2.2.4 – Exploitation en nappe phréatique L'exploitation en nappe phréatique respecte les prescriptions de l'avis de l'hydrogéologue agréé du 28 juillet 2021 : « La gestion des eaux pluviales du site Pour les eaux extérieures au site (BV extérieurs) : * infiltration des eaux provenant des secteurs forestiers à l'Est ; * conduite des eaux au Sud de la fosse vers le fossé existant au Sud-ouest . Pour les eaux du site : * en dehors de la fosse (BV 1, 2 et 3), suppression des ruissellements en direction de la fosse et : - gestion des eaux provenant du Sud dans un bassin à créer avec les eaux d'exhaure ; - gestion des eaux provenant de l'Est et du Nord de la fosse vers le Nord ; * dans la fosse (BV 4), évitement des ruissellements vers la zone d'extraction avec réalisation de bassin(s) de gestion et pompage pour évacuation en direction d'un bassin de décantation ; * dans la fosse (BV 5), pour les eaux non récupérables dans un bassin du BV 4, limitation du ruissellement direct vers la zone de pompage des eaux d'exhaure. Les modes de gestion envisagés et les calculs de dimensionnements, présentés en annexe, peuvent être synthétisés comme suit : «[...] Ainsi deux bassins supplémentaires seront ajoutés en parallèle des deux bassins actuels pour favoriser la décantation des eaux résiduelles. En outre des ruptures de courant successives seront créées afin d'avoir des zones préférentielles de dépôt. Les bassins et ces zones préférentielles de dépôt seront régulièrement curées. Les eaux seront ensuite rejetées dans une canalisation jusqu'au plan d'eau situé au Sud-Ouest de la zone d'extension. Afin de maintenir la stabilité des fronts d'exploitation Sud, les bassins à créer et les conduites d'eaux d'exhaures seront étanchéifiées afin d'empêcher l'infiltration à proximité. Ces mesures me semblent tout à fait adaptées et devront donc être réalisées. *Pompage des eaux en carrières L'intensité du pompage fluctue au cours de l'année avec des pompages plus importants sur une période de deux à trois mois La période de pompage sera de 3 ans. L'exploitation sera préférentiellement réalisée en période d'étiage (Août-Septembre) et évitera les périodes de hautes eaux (Avril-Mai). Le pompage de la carrière aura des débits d'exhaure oscillant entre 400 et 700 m3/h maximum. La carrière devra être exploitée sur la gamme de débit d'exhaure ci-dessus. [...] Toutes les dispositions sont prises afin d'éviter que les eaux de ruissellement dans la fosse ne s'écoulent vers la zone de pompage des eaux d'exhaure. La gestion des eaux pluviales dans la fosse est réalisée conformément aux plans annexés (annexe 3). Le débit des pompages des eaux souterraines respectent les dispositions du tableau de planning des travaux annexé au présent arrêté (annexe 4). [...]
Constats : Le réseau de relevage des eaux d'exhaure n'est pas finalisé. Les tuyaux sont dégradés et fuyards par endroits.
Proposition de l'inspection des installations classées : En cohérence avec les services de l'inspection de la DRIEAT-UD7, il est proposé à monsieur le préfet de la Marne de demander à l'exploitant de finaliser les aménagements du réseau de dérivation et de collecte des eaux de ruissellement sous un délai de 3 mois. L'exploitant devra transmettre un échéancier des travaux sous quinze jours.
Observations :
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Rejets d'eaux dans le milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/03/2002, article 26
Thème(s) : Risques chroniques, eaux d'exhaure
Prescription contrôlée : Les seuls rejets d'eau autorisés dans le milieu naturel sont constitués par les eaux d'exhaure. Les eaux d'exhaure sont collectées dans le carreau de la carrière, et évacuées vers le plan d'eau à l'ouest de la carrière, [...]. [...] La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l. L'émissaire à la sortie du bassin de clarification est équipé d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement. [...]
Constats : Les rejets étant canalisés depuis les bassins, il n'a pu être constaté de coloration du milieu. Aucune coloration significative du plan d'eau communicant avec l'Aubetin n'a été constatée.
Observations : Les agents de la police de l'eau de l'OFB (SD51) n'ont pas constaté de désordre sur le cours d'eau traversant la commune de Bouchy-Saint-Genest (51).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet